

17 JUILLET 2002. — Décret relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1° « Petite infrastructure » : l'investissement en matière d'infrastructure culturelle dont le coût est inférieur ou égal à 250.000 euros hors T.V.A. et frais généraux;

2° « Grande infrastructure » : l'investissement en matière d'infrastructure culturelle dont le coût est supérieur à 250.000 euros hors T.V.A. et frais généraux;

3° « Collectivité locale » : une commune, une province ou une association de communes.

Art. 2. Dans la limite des crédits disponibles, le Gouvernement accorde une subvention pour les investissements des collectivités locales en matière d'infrastructures culturelles.

Art. 3. § 1^{er}. Les investissements repris à l'article 2 visent l'acquisition, la construction, l'extension, la rénovation ou l'aménagement de toute infrastructure destinée en ordre principal à des fins culturelles ou socioculturelles, ainsi que l'intégration des œuvres d'art visées par le décret du 10 mai 1984 relatif à l'intégration des œuvres d'art dans les bâtiments publics.

§ 2. Sont également visés l'acquisition et l'aménagement des véhicules destinés aux fins énoncées ci-avant et accessibles au public, pour autant qu'ils répondent à un besoin réel de diffusion non couvert par une infrastructure traditionnelle.

§ 3. Aucune subvention ne peut être accordée pour l'acquisition d'un bien immobilier ayant préalablement fait l'objet d'un contrat de location-vente, de crédit-bail, de promotion ou d'un contrat de préfinancement si ce contrat n'a, avant sa conclusion, reçu un accord de principe du Gouvernement.

L'accord de principe visé à l'alinéa 1^{er} a pour but de préserver le droit aux subventions mais ne constitue nullement un engagement ferme d'intervention.

Art. 4. Le Gouvernement fixe les règles de procédure en distinguant selon qu'il s'agit d'une petite infrastructure ou d'une grande infrastructure.

En ce qui concerne les petites infrastructures, la procédure ne pourra compter plus de deux phases impliquant une décision du ministre ayant en charge les infrastructures culturelles. La décision définitive doit en outre intervenir au plus tard dans les 24 mois de la réception du dossier complet de la collectivité locale.

En ce qui concerne les grandes infrastructures, la procédure ne pourra compter plus de quatre phases impliquant une décision du ministre ayant en charge les infrastructures culturelles.

Art. 5. Pour la décision d'octroi de la subvention, le Gouvernement prend en compte les critères suivants :

1° l'opportunité de la réalisation du projet, évaluée sur base de l'évolution du maillage culturel en Communauté, des besoins en infrastructure culturelle de la zone concernée et du rapport entre le coût de l'infrastructure et ce qu'elle apportera à la population;

2° l'intégration du projet dans le cadre des législations culturelles en application ainsi que dans le cadre d'une planification de la politique culturelle du pouvoir public concerné, y compris budgétaire;

3° le respect de l'équilibre entre la sauvegarde, la promotion, la valorisation et le renouvellement du patrimoine ainsi que les qualités de conception architecturale de l'infrastructure et son intégration dans l'environnement.

Art. 6. § 1^{er}. Le taux d'intervention de base de la Communauté pour les investissements en infrastructure culturelle est de 40 % du montant subsidiable tel que déterminé à l'article 7.

§ 2. Pour les projets d'investissements situés sur le territoire d'une collectivité locale prioritaire, le taux d'intervention de base de la Communauté est porté à 70 % du montant subsidiable tel que déterminé à l'article 7.

Sont considérées comme prioritaires, les autorités locales :

1° Soit dont la situation socio-économique est, comparativement aux autres autorités locales de la Région dont elles font partie, défavorisée selon des critères fixés par le Gouvernement.

2° Soit dont le nombre d'habitants est inférieur à un maximum fixé par le Gouvernement et qui ne peut dépasser le nombre de 10 000 habitants.

§ 3. Le taux d'intervention de base de la Communauté est majoré de 15 % lorsque les dépenses culturelles d'investissement du budget de la collectivité locale et les priorités dans leur exécution ont fait l'objet d'une présentation et d'une discussion publique avec les habitants de la zone concernée, précisément pour ce qui concerne les projets d'investissement dont question. La participation directe des habitants doit se prolonger pendant au moins la première année d'exploitation de l'infrastructure culturelle qui a bénéficié de subventions de la Communauté française.

Le Gouvernement arrête les modalités minimales d'exercice de la participation des habitants et fixe les critères de détermination des zones visées ci-avant.

§ 4. Le Gouvernement peut, lorsque les crédits sont insuffisants, déroger aux taux fixés aux paragraphes 1 et 2.

Art. 7. § 1^{er}. En cas d'acquisition, le montant subsidiable est constitué par le prix d'acquisition, déterminé conformément au paragraphe 4, et majoré des frais d'acte.

§ 2. En cas de construction ou d'extension, le montant subsidiable est constitué de :

- 1° le coût des travaux et de premier équipement, majoré des honoraires des bureaux d'études, plafonnés à 10 %;
- 2° s'il y a lieu, du coût de l'intégration d'une œuvre d'art calculé conformément au décret du 10 mai 1984 relatif à l'intégration des œuvres d'art dans les bâtiments publics;
- 3° des frais éventuels d'organisation d'un concours de projet, plafonnés à 12.500 euros;
- 4° et de la TVA.

Dans le cas de travaux exécutés en régie, le coût des travaux est constitué par les frais d'acquisition de matériaux, de location de matériel et de main d'œuvre extérieure.

§ 3. En cas de rénovation et/ou d'aménagement d'un immeuble existant, le montant maximum subsidiable est calculé conformément au § 2, plafonné à 75 %.

Toutefois, le ministre ayant les infrastructures culturelles dans ses attributions, peut considérer ce plafonnement comme non applicable sur base d'un rapport technique émanant du maître de l'ouvrage, et confirmé par l'Administration de l'infrastructure de la Communauté française, témoignant d'un coût de rénovation et/ou d'aménagement équivalent aux coûts d'une construction neuve.

§ 4. En cas d'acquisition d'un bien immeuble existant, destiné à devenir une infrastructure culturelle, le coût de l'investissement correspond au prix d'acquisition, qui ne peut excéder l'estimation du Receveur de l'enregistrement ou du Comité d'Acquisition, déduction faite de la valeur du terrain, et majoré du montant des travaux nécessaires à son affectation culturelle.

§ 5. Pour les véhicules admis à la subvention, le montant maximum subsidiable est constitué par le coût d'acquisition majoré de la TVA.

§ 6. Le coût des travaux concernant cafétérias, cuisines et réserves y relatives est plafonné à 30.000 euros pour une petite infrastructure et à 60.000 euros pour une grande infrastructure.

Art. 8. Les travaux et acquisitions réalisés avant la notification de la décision définitive d'intervention de la Communauté française sont exclus de la subvention.

Des dérogations peuvent toutefois être accordées par le Gouvernement, sur base d'une demande motivée, pour permettre la réalisation urgente d'opérations, sans attendre l'accord ferme.

Ces dérogations ont pour but de préserver le droit aux subventions mais ne constituent nullement un engagement ferme d'intervention.

Art. 9. La collectivité locale qui a bénéficié de subventions de la Communauté française en vertu du présent décret est tenue de maintenir l'affectation du bien telle que définie dans la demande d'octroi de subvention pendant une durée minimale de quinze ans.

Art. 10. Les montants prévus par le présent décret varient annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation.

L'indice de départ est l'indice des prix à la consommation du mois précédant l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 11. L'arrêté royal du 22 février 1974 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux d'infrastructure culturelle et sportive exécutés par les provinces, communes, associations de communes et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 septembre 1991, est abrogé.

Art. 12. Les dossiers introduits avant la date d'entrée en vigueur du présent décret restent régis par les dispositions en vigueur au moment de cette introduction.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 17 juillet 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2001-2002* :

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 303-1. — Amendements de commission, n° 303-2. — Rapport, n° 303-3. — Amendements de séance, n° 303-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 16 juillet 2002.

VERTALING

N. 2002 — 3317

[C — 2002/29467]

17 JULI 2002. — Decreet betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

Artikel 1. In dit decreet verstaat men onder :

1° "Kleine infrastructuur" : de investering in culturele infrastructuur waarvan de kostprijs lager ligt dan of gelijk is aan 250.000 euro, exclusief BTW en algemene onkosten;

2° "Grote infrastructuur" : de investering in culturele infrastructuur waarvan de kostprijs hoger ligt dan 250.000 euro, exclusief BTW en algemene onkosten;

3° "Plaatselijke overheid" : een gemeente, een provincie of een vereniging van gemeenten.

Art. 2. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent de Regering een toelage voor de investering van plaatselijke overheden in culturele infrastructuren.

Art. 3. § 1. De in artikel 2 vermelde investeringen hebben betrekking op de aankoop, de bouw, de uitbreiding, de renovatie of de inrichting van iedere infrastructuur die in hoofdzaak bestemd is voor culturele of socioculturele doeleinden, alsook op de integratie van kunstwerken bedoeld in het decreet van 10 mei 1984 betreffende de integratie van kunstwerken in de openbare gebouwen.

§ 2. Komen eveneens in aanmerking de aankoop en aanpassing van voertuigen voor voormelde doeleinden en toegankelijk voor het publiek, voor zover ze voldoen aan een werkelijke behoefte inzake verspreiding die niet is gedekt door een traditionele infrastructuur.

§ 3. Er kan geen enkele toelage worden verleend voor de aankoop van een onroerend goed dat vroeger reeds het voorwerp was van een huur-verkoop-, leasing-, promotie- of prefinancieringscontract als dit contract, vóór het sluiten ervan, geen princiepsakkoord heeft gekregen van de Regering.

Het in het eerste lid bedoelde princiepsakkoord strekt ertoe het recht op toelagen te vrijwaren, maar betekent geenszins een definitieve verbintenis tot tegemoetkoming.

Art. 4. De Regering legt de procedureregels vast en maakt daarbij een onderscheid tussen een kleine infrastructuur of een grote infrastructuur.

Wat de kleine infrastructuren betreft, mag de procedure niet meer dan twee fasen tellen waarbij een beslissing van de minister bevoegd voor de culturele infrastructuren nodig is. De definitieve beslissing moet daarenboven genomen worden binnen de 24 maanden na de ontvangst van het volledig dossier van de plaatselijke overheid.

Wat de grote infrastructuren betreft, mag de procedure niet meer dan vier fasen tellen waarbij een beslissing van de minister bevoegd voor de culturele infrastructuren nodig is.

Art. 5. Bij de beslissing voor de toekenning van de toelage houdt de Regering rekening met volgende criteria :

1° de wenselijkheid om het project te realiseren, geëvalueerd op grond van de evolutie van het cultureel leven in de Gemeenschap, van de behoefte aan culturele infrastructuur van het desbetreffend gebied en van het verband tussen de kostprijs van de infrastructuur en hetgeen dit de bevolking zal bijbrengen;

2° de integratie van het project in het raam van de vigerende culturele regelgeving alsook in het raam van een planning van het cultureel beleid van de betrokken overheid alsook van het budgettair beleid;

3° de eerbied voor het evenwicht tussen de bescherming, de promotie, de waardering en de vernieuwing van het patrimonium alsook de kwaliteit van het architecturaal concept van de infrastructuur en de integratie ervan in de omgeving.

Art. 6. § 1. Het percentage van de basistegemoetkoming van de Gemeenschap voor de investeringen in culturele infrastructuur bedraagt 40 % van het subsidieerbaar bedrag zoals bepaald in artikel 7.

§ 2. Voor de investeringsprojecten op het grondgebied van een prioritaire lokale overheid bedraagt het percentage van de basistegemoetkoming van de Gemeenschap 70 % van het subsidieerbaar bedrag zoals bepaald in artikel 7.

Worden als prioritair beschouwd, de plaatselijke overheden :

1° ofwel, waarvan de sociaal-economische toestand, vergeleken met de andere plaatselijke overheden van het Gewest waarvan zij deel uitmaken, achtergesteld is volgens de criteria bepaald door de Regering.

2° ofwel, waarvan het aantal inwoners lager ligt dan een maximum bepaald door de Regering en dat niet meer mag bedragen dan 10.000 inwoners.

§ 3. Het percentage van de basistegemoetkoming van de Gemeenschap wordt vermeerderd met 15 % wanneer de culturele investeringsuitgaven van de begroting van de plaatselijke overheid en de prioriteiten bij de uitvoering ervan het voorwerp waren van een openbare voorstelling en debat met de inwoners van het betrokken gebied, meer bepaald wat betreft de investeringsprojecten in kwestie. De rechtstreekse inspraak van de inwoners moet minstens verlengd worden tijdens het eerste uitbatingsjaar van de culturele infrastructuur die toelagen genoot van de Franse Gemeenschap.

De Regering bepaalt de minimale regelen vast voor de inspraak van de inwoners en bepaalt de criteria voor het bepalen van de voormelde gebieden.

§ 4. De Regering kan, wanneer de kredieten ontoereikend zijn, afwijken van de in paragraaf 1 en 2 vastgestelde percentages.

Art. 7. § 1. Bij aankoop bestaat het subsidieerbaar bedrag uit de aankoopprijs, bepaald overeenkomstig paragraaf 4, vermeerderd met de aktekosten.

§ 2. Bij de bouw of uitbreiding bestaat het subsidieerbaar bedrag uit :

1° de kostprijs van de werken en de eerste voorzieningen, vermeerderd met de erelonen van de studiebureaus, geplafonneerd tot 10 %;

2° zonodig, de kostprijs van de integratie van een kunstwerk, berekend overeenkomstig het decreet van 10 mei 1984 betreffende de integratie van kunstwerken in de openbare gebouwen;

3° eventuele onkosten voor de organisatie van een projectaanbesteding, geplafonneerd tot 12.500 euro;

4° en de BTW.

In het geval werken uitgevoerd worden in regie, bestaat de kostprijs van de werken uit de kosten voor de aankoop van materiaal, voor het huren van materieel en extern personeel.

§ 3. In geval van renovatie en/of inrichting van een bestaand gebouw wordt het maximum subsidieerbaar bedrag berekend overeenkomstig § 2, geplafonneerd tot 75 %.

De minister bevoegd voor de culturele infrastructuur kan dit plafond evenwel beschouwen als zijnde niet van toepassing, op grond van een technisch verslag uitgaande van de bouwmeester, en bekrachtigd door het Bestuur voor Infrastructuur van de Franse Gemeenschap, waaruit blijkt dat de kostprijs van de renovatie en/of van de inrichting gelijk is aan de kostprijs voor een nieuwe constructie.

§ 4. In geval van aankoop van een bestaand onroerend goed, bestemd tot culturele infrastructuur, komt de kostprijs van de investering overeen met de aankoopprijs, die niet meer mag bedragen dan de raming van de Ontvanger van de registratie of van het Aankoopcomité, waarbij de waarde van het terrein in mindering wordt gebracht, en vermeerderd met het bedrag van de werken die nodig zijn voor de culturele bestemming.

§ 5. Voor de voertuigen die in aanmerking komen voor een toelage, bestaat het maximum subsidieerbaar bedrag uit de aankoopprijs vermeerderd met de BTW.

§ 6. De kostprijs van de werken aan de cafetaria's, keukens en aanverwante stockruimten is geplafonneerd tot 30.000 euro voor een kleine infrastructuur en tot 60.000 euro voor een grote infrastructuur.

Art. 8. De werken en aankopen verricht vóór de kennisgeving van de definitieve beslissing tot tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap zijn niet in de toelage inbegrepen.

Afwijkingen kunnen evenwel worden toegestaan door de Regering, op grond van een met redenen omkleed verzoek, om dringende verrichtingen te doen, zonder het definitief akkoord af te wachten.

Deze afwijkingen strekken ertoe het recht op toelagen te vrijwaren, maar betekenen geenszins een definitieve verbintenis tot tegemoetkoming.

Art. 9. De plaatselijke overheid die toelagen heeft gekregen van de Franse Gemeenschap krachtens dit decreet is verplicht de bestemming van het goed gedurende minstens vijftien jaar te behouden, zoals vermeld in de subsidieaanvraag.

Art. 10. De in dit decreet voorziene bedragen wijzigen jaarlijks naargelang de index der consumptieprijzen.

De startindex is de index der consumptieprijzen van de maand die voorafgaat aan de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 11. Het koninklijk besluit van 22 februari 1974 betreffende de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap inzake toelagen voor het uitvoeren van culturele en sportinfrastructuurwerken uitgevoerd door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 september 1991, wordt opgeheven.

Art. 12. De dossiers die worden ingediend vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet worden geregeld door de bepalingen dit op het ogenblik van de indiening van kracht zijn.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 17 juli 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,

belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2001-2002 :*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 303-1. — Amendementen van de Commissie, nr. 303-2. — Verslag, nr. 303-3. — Amendementen tijdens de vergadering, nr. 303-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 juli 2002.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 3318

[C - 2002/27845]

18 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé "SOWALFIN"

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 juillet organisant le statut de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé "SOWALFIN", notamment l'article 27;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé "SOWALFIN" entre en vigueur le 13 septembre 2002, excepté l'article 2 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Art. 2. Le Ministre de l'Economie et des P.M.E. est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA